

La Grèce, mère de toutes les ambiguïtés dans l'opinion des Français



La crise grecque suscite des sentiments contrastés chez des Français, qui deviennent moins intransigeants vis-à-vis des déboires d'Athènes.

Avec Jérôme
Fourquet

Atlantico : Comment a évolué le positionnement des Français vis-à-vis du maintien de la Grèce au sein de la zone euro ?

Jérôme Fourquet : L'opinion française a beaucoup évolué sur cette question. Trois chiffres illustrent cette évolution. En novembre 2011, au moment du début de la crise grecque, 73 % des Français étaient favorables à la sortie de la Grèce de la zone euro si elle ne parvenait pas à réduire son déficit ou sa dette. En juin 2012 ce chiffre était de 65 %. Trois ans plus tard, en juin 2015, ce sont 46 % des Français qui souhaitent un Grexit si la Grèce n'arrive pas à rentrer dans les clous. Pour la première fois une majorité de Français n'est donc pas favorable à une sortie de la Grèce de la zone euro même si elle n'arrive pas à réduire sa dette. **Le mouvement est très net en quatre ans, mais il faut souligner que près de 50 % des Français sont néanmoins favorables à un départ de la Grèce de la zone euro.**

On explique cette évolution de plusieurs manières. Tout d'abord, les Français ont pris conscience au fil du temps que les Grecs ont souffert et ont fait toute une série d'efforts (baisse des pensions de retraite, diminution du salaire des fonctionnaires, coupes dans les budgets sociaux, etc.). Parallèlement la situation de la Grèce ne s'est pas fondamentalement améliorée. **Les Français sont donc moins intransigeants qu'il y a quatre ans dans la mesure où les remèdes administrés à la Grèce ne sont peut-être pas forcément adaptés.**

La moindre sévérité des Français s'explique aussi par le fait que la situation économique dans la zone euro s'est stabilisée. On ne juge pas urgent de se diriger dans une zone plus instable avec la perspective d'un Grexit.. Les taux sur les dettes souveraines ont baissé, le cours de l'euro est plus conforme à ce dont l'économie française a besoin et les banques ne sont plus attaquées. En faisant sortir la Grèce de la zone euro, de nouvelles turbulences sont à prévoir et les Français ne sont pas enthousiastes à l'idée d'une telle perspective.

Quel est le sentiment des Français à l'égard des mesures d'austérité imposées à la Grèce ?

Il y a une double lecture. Une qui se place sur le plan de la morale et une autre qui s'inscrit dans une vision plus pragmatique. Selon la première grille de lecture, ce qui a été emprunté doit être remboursé. A cela s'ajoute le fait que les Grecs ont maquillé leurs comptes. Pendant des années nous avons assisté à une véritable gabegie. Il est donc normal que les comptes publics soient remis en ordre même si ça peut se faire de manière un peu douloureuse.

Mais une lecture plus pragmatique relève que la situation de la Grèce ne s'est pas redressée malgré tout ce qui a été demandé.

Aucun redressement fondamental n'a été constaté et les Français sont environ 80 % à penser que l'argent prêté ne pourra jamais être remboursé. Le pragmatisme semble l'emporter, car soit on « enfonce » davantage les Grecs soit on les accompagne pour ne pas déstabiliser l'ensemble de la zone euro.

Comment expliquer l'ambivalence des Français qui sont une majorité (51 %) à avoir une mauvaise opinion d'Alexis Tsipras, mais qui, dans le même temps, estiment à 58 % qu'il a raison de s'opposer à l'Union européenne ?

Les Français font la part des choses. Il est possible de prendre l'exemple de l'électorat du Front national qui n'est pas majoritaire, mais qui est intéressant. Les électeurs FN en veulent aux Grecs et à Tsipras car l'argent prêté ne sera jamais remboursé. De l'argent en partie issue des contribuables français. Ces mêmes électeurs estiment que le Premier ministre grec a raison de ne pas céder face à Bruxelles.

Beaucoup de choses se superposent dans le débat actuel. Ainsi, le recours au référendum n'est pas neutre dans un pays comme la France surtout dès lors qu'il est question d'Europe. Cela renvoie tout de suite au référendum de 2005. Consulté, le peuple avait voté « non » à 55 %, mais la Constitution est finalement passée via un Traité voté après-coup par le Parlement. Il existe un précédent en France à cause de cet épisode. Cela touche au rapport que l'on a avec la construction européenne et Bruxelles.

Le climat assez eurosceptique en 2005 reste vrai aujourd'hui. Un sondage d'Ipsos pour le Figaro réalisé au mois de mai à l'occasion des 10 ans du référendum montre que si on revotait aujourd'hui le « non » serait encore plus élevé. Dans ce contexte, on explique qu'une part non négligeable de Français regarde avec une certaine bienveillance les prises de position de Tsipras. Finalement, c'est le match de 2005 qui se rejoue. La souveraineté des Etats contre les institutions européennes. C'est à travers ce prisme que l'on comprend que le soutien d'une majorité de Français à Alexis Tsipras.

D'un autre côté, les intérêts de la France peuvent être perçus comme menacés par la prise de position grecque. Les souverainistes français tendraient à réagir de la même manière que Tsipras s'ils étaient confrontés à la même situation, mais ils souhaitent aujourd'hui récupérer les milliards prêtés à la Grèce. Il existe donc une sorte de schizophrénie. La ligne du Premier ministre grec ne laisse pas indifférent car une partie de la gauche française milite pour une politique de relance et considère les mesures de la Troïka comme suicidaires.

Comment expliquez-vous que 69 % des Français jugent inefficace l'action de la France dans la résolution de la crise ?

Traditionnellement, la France est le trait d'union entre l'Europe du Nord et du Sud. Même si c'est en partie une image d'Epinal, cela correspond à un vrai positionnement historique. L'Europe du Nord est intransigeante et appelle au respect des dogmes relatifs aux comptes publics. L'Europe du Sud, elle, est moins regardante à ce sujet. La France se voit comme un pont entre les deux visions. Si cela correspond à une politique historiquement suivie par la France, les pays du Nord suspectent la France d'être bienveillante à l'égard des pays du Sud dans son propre intérêt. Elle plaiderait ainsi pour sa propre cause et son incapacité à réduire ses déficits.

Dans le cadre des négociations, **Hollande ne paraît pas comme leader et moteur car sa nature est d'être dans la recherche d'un compromis, et ce, surtout au niveau européen. Il n'a pas de position extrêmement tranchée, mais n'est pas non plus dans l'alignement à 100 % sur l'Allemagne.** Il est dans l'entre-deux. Sa position n'est pas très lisible et vient aussi du fait que la France fait la politique que son économie lui permet de faire. Le leadership européen est allemand car Berlin est la première puissance économique européenne.

Enfin, François Hollande ne veut pas passer aux yeux de ses homologues européens comme un homme qui ne respecte pas ses engagements. S'il fait preuve de trop de mansuétude à l'égard des pays en difficulté, il va se voir affubler de l'image de « porte parole des mauvais élèves » de la classe européenne. Il doit donc adopter une posture responsable en affirmant qu'il fait tout pour que la Grèce ne sorte pas de la zone euro sans toutefois donner le sentiment que cela servira à ne jamais respecter les engagements de la France.

Le sentiment d'euroscepticisme progresse-t-il en France ?

Cela dépend. On constate qu'il y a toujours une majorité de Français qui pense que l'appartenance à l'Union européenne est une bonne chose. Néanmoins, s'ils avaient à revoter le référendum de 2005, ils voteraient « non ». Cela peut paraître contradictoire ou schizophrénique. Mais en fait nous sommes dans une acceptation plus ou moins résignée de la construction européenne. Les Français ont pris conscience que nous sommes au milieu du gué. Cette position cumule tous les inconvénients sans aucun avantage. L'intégration n'est pas assez profonde pour en tirer de véritables bénéfices, mais on subit toutes les contraintes (perte de souveraineté, etc.).

Les Français ont le sentiment qu'avec le passage à l'euro leur pouvoir d'achat a diminué. Sur le plan macroéconomique, les pères de l'euro avaient vanté prospérité et plein emploi. Ce n'est visiblement pas le cas. La stabilité avait également été vantée. Avec ce qui se passe actuellement en Grèce nous en sommes très loin. On parle de « saut dans l'inconnu », on a connu une « crise de la zone euro » il y a trois ans... L'euro n'a pas beaucoup d'avantages. Avant sa dépréciation, il était même trop cher pour que les entreprises françaises puissent exporter convenablement.

L'euro n'a pas bonne presse dans l'Hexagone, mais les Français ont conscience qu'il est difficile de faire marche arrière. A titre d'exemple, la proposition de Marine Le Pen de sortir de l'euro est loin de rallier une majorité de suffrages. Entre 25 % et 35 % des Français (selon les périodes) sont favorables à la sortie de la zone euro. Ce n'est pas négligeable mais c'est loin d'être majoritaire. Il est très difficile de sortir de la zone euro et cela vaut aussi pour l'intégration européenne.

D'un côté existe le sentiment qu'il y a trop d'Europe avec des règlementations tatillonnes et interventionnistes sur un certain nombre de sujets. De l'autre, l'Europe est perçue comme absente sur des thèmes majeurs qui intéressent les Français (concurrence au sein

même de la zone euro : travailleurs détachés, dumping social et fiscal, etc.). Il n'y a pas d'harmonisation fiscale et sociale malgré monnaie commune.

Enfin, l'Europe pêche aussi en matière de sécurité et de contrôle des frontières. Elle est impuissante à parler d'une seule voix et à organiser les choses en matière d'immigration. L'Union européenne avait été « vendue » avec comme argument que la France ne représentait qu'un pourcent de la population mondiale et qu'il lui fallait trouver un espace tel que l'Europe pour se faire entendre. Cela n'est même pas le cas en matière de sécurité où la France est le seul « gendarme » dans le Sahel alors que cela concerne la sécurité de tous les Européens. **Nous sommes à un stade d'acceptation résignée.**